

Campagne internationale sur le climat

Projet de texte de pétition

2014 aura été l'année la plus chaude depuis 1880 et les émissions de CO₂ ont battu un nouveau record. Pour limiter le réchauffement à 2°C en 2100, l'urgence est à la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) dues à l'utilisation des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole...). Elles doivent être remplacées par des énergies non émettrices de CO₂, aux prix les plus bas possibles pour répondre au droit à l'énergie pour tous et partout sur la planète.

Un accord global est possible lors de la conférence de Paris en 2015 à condition de dégager une vision solidaire du développement humain durable à l'échelle du monde sur la base de décisions qui doivent être contraignantes pour les États mais différenciées et fondées sur des principes de solidarité et d'équité. En effet, la réduction des émissions de GES de chaque pays doit tenir compte de leurs réalités comme de leur projet de développement.

C'est pourquoi, nous citoyens du monde opposés à la mondialisation capitaliste et à la course au profit, en convergence avec la société civile, les syndicats, les associations, nous exigeons que tous les pays riches et industrialisés, qui ont la première responsabilité du réchauffement climatique, s'engagent à sortir de leurs égoïsmes locaux et de l'inaction climatique.

De la conférence de Lima à celle de Paris en 2015, nous voulons faire entendre la voix des peuples afin d'exiger, sous l'égide de l'ONU, un accord international entre les États fondé sur les principes de solidarité et d'équité comportant :

- des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C dans les plus brefs délais ;
- des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds Vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrètes d'aides à l'adaptation ;
- le développement de la recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés ;
- l'adoption du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.